

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200666]

20 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux écoles pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel PWD)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 7 et 8 ;

Vu l'avis du pôle « Energie », donné le 27 avril 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2018 ;

Vu le rapport du 22 mai 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 64.676/4 du Conseil d'État, donné le 10 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions ;

2° l'Administration : le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable, de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, du Service public de Wallonie ;

3° le demandeur : l'école visée à l'article 1^{er}, 4°, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables et plus précisément de l'enseignement obligatoire (maternel, primaire et secondaire) ;

4° la performance énergétique d'un bâtiment : la performance énergétique d'un bâtiment au sens de l'article 2, 1°, du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

5° les travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment : les travaux repris à l'annexe 2 qui ont trait à l'amélioration de l'enveloppe, à l'installation et l'amélioration du système de ventilation, tout en tenant compte du confort thermique d'hiver, d'été et de la qualité de l'air intérieur et qui conduisent à une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment ;

6° Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable : plan d'Action adopté dans le cadre de la Convention des Maires, validé ou en cours de validation par la Convention des Maires ;

7° Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable et du Climat : plan d'Action adopté dans le cadre de la Convention des Maires, validé ou en cours de validation par la Convention des Maires.

CHAPITRE II. — Conditions d'octroi de la subvention

Art. 2. § 1^{er}. Pour les bâtiments construits depuis au moins vingt ans à la date de l'introduction de la demande de subvention, dans la limite des crédits budgétaires déterminés en application de l'article 5, § 9, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, une subvention peut être accordée par le Ministre aux demandeurs pour la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, dans le respect des conditions suivantes :

1° le demandeur qui sollicite la subvention est propriétaire des éléments insérés ou rénovés et dispose sur le bâtiment d'un droit réel principal ou d'un droit réel démembré comme l'usufruit, l'emphytéose ou le droit de superficie d'une durée supérieure ou égale à neuf ans ;

2° à la date de l'introduction de la demande de subvention, le bâtiment est affecté à une mission d'enseignement ;

3° la demande de subvention est introduite au plus tard le 30 juin 2019.

L'affectation visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est maintenue pour une durée minimale de trois ans à compter de la réception provisoire des travaux faisant l'objet de la subvention.

§ 2. Seuls sont éligibles les travaux pour lesquelles la réglementation sur les marchés publics a été respectée.

Art. 3. La base de calcul de la subvention est évaluée en prenant comme référence l'ensemble des coûts éligibles, T.V.A. comprise.

Par coûts éligibles pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, il faut entendre l'achat et l'installation de matériaux ou d'équipements visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment.

Art. 4. § 1^{er}. Le taux applicable à la base de calcul pour le montant de la subvention est de :

a) 75 pour cent des coûts éligibles ;

b) 80 pour cent des coûts éligibles si le demandeur participe à un Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable ou à un Plan d'Action en faveur de l'Énergie durable et du Climat.

Si les investissements font l'objet d'autres subventions des communautés, de la Région, des provinces ou des communes, le pourcentage déterminé à l'alinéa 1^{er} est calculé sur la partie des investissements non couverte par ces autres subventions.

§ 2. Pour pouvoir prétendre au bénéfice de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, le montant des coûts éligibles de la demande est au moins égal à 10.000 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une demande portant sur la réalisation de travaux identiques sur plusieurs bâtiments est acceptée, même si le montant des coûts éligibles par bâtiment n'atteint pas 10.000 euros, à la condition que le montant cumulé des coûts éligibles soit au moins égal à cette somme et que ces travaux fassent l'objet d'un cahier des charges unique.

§ 3. Le montant total des subventions visées au paragraphe 1^{er} n'excède pas 500.000 euros par demandeur.

Art. 5. Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subventions est possible uniquement si la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas cent pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté.

Art. 6. Les budgets disponibles sont attribués prioritairement aux bâtiments nécessitant le plus de travaux après classement sur base du critère €/kwh épargnés.

CHAPITRE III. — Introduction de la demande de subvention

Art. 7. Le dossier de demande de subvention est composé :

- 1° du formulaire de demande mis à disposition par l'Administration ;
- 2° du cahier des charges ou descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer ;
- 3° du devis estimatif détaillé relatif à la fourniture et au placement du matériel visé par la subvention ;
- 4° d'une note explicative relative au respect des critères énergétiques énoncés à l'annexe 2 ;
- 5° des données de consommation d'énergie pour les trois dernières années précédant la demande de subvention ou, lorsque ces données ne sont pas disponibles, des données relatives à la performance de l'enveloppe du bâtiment, permettant de déterminer une consommation d'énergie théorique ;
- 6° de la description de la nature de l'affectation du bâtiment et de son régime d'occupation ;
- 7° d'une note de calcul détaillée de l'économie d'énergie générée par les travaux envisagés, conformément aux exigences décrites à l'annexe 1 ;
- 8° de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou qui peuvent être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés, accompagnés d'une déclaration sur l'honneur du demandeur qu'il n'a pas, pour la réalisation des travaux envisagés, perçu ou sollicité d'autres primes ou subventions que ceux repris dans les documents fournis et qu'il n'en sollicitera pas ;
- 9° d'une note déterminant l'état des lieux au niveau du renouvellement et de la qualité de l'air basée sur les résultats d'un monitoring en période d'activité, ainsi qu'une justification des solutions à apporter en termes d'amélioration.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les deux mois qui suivent la réception de la demande de subvention, l'Administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai d'un mois prenant cours à dater de la réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants. De délai d'un mois est suspendu pendant les mois de juillet et août.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

§ 2. La décision de refus ou d'octroi de la subvention est notifiée au demandeur dans les septante-cinq jours à dater de l'approbation par le Gouvernement de la liste des projets retenus.

§ 3. L'octroi de la subvention implique l'obligation de fournir à l'Administration, chaque année, pendant dix ans, les informations relatives aux consommations énergétiques du bâtiment concerné au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} prend cours l'année de la liquidation de la subvention.

Art. 9. Les demandes de subvention sont préalables à la commande et à la mise en œuvre des travaux, lesquels ont lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

Art. 10. § 1^{er}. Les travaux subventionnés sont réalisés et réceptionnés dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de subvention.

Ce délai peut être prolongé d'un an si le bénéficiaire en fait la demande écrite et motivée au plus tard trois mois avant la date d'expiration du terme initialement prévu.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme.

CHAPITRE IV. — Demande de liquidation de la subvention

Art. 11. § 1^{er}. La demande de liquidation de la subvention est introduite auprès de l'Administration dans les douze mois à dater de la réception provisoire des travaux.

§ 2. En cas de non-respect des délais visés au paragraphe 1^{er}, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 3. La demande de liquidation de la subvention pour des travaux contient :

- 1° la décision d'attribution du marché de travaux et l'analyse comparative des offres ;
- 2° la copie de l'offre de l'adjudicataire ;

- 3° les différents états d'avancement des travaux, le décompte final et les factures y afférentes ;
- 4° le procès-verbal de réception provisoire des travaux ;
- 5° la déclaration de créance envers la Région wallonne en double exemplaire pour la liquidation de la subvention.

§ 4. Dans le mois qui suit la réception de la demande de liquidation de la subvention, l'Administration envoie un accusé de réception au demandeur précisant si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est irrecevable.

CHAPITRE V. — *Comité de sélection*

Art. 12. § 1^{er}. Il est créé auprès du Ministre un Comité de sélection chargé de l'examen technique des dossiers de demande de subventions.

§ 2. Le Comité de sélection est composé comme suit :

- 1° un représentant du Ministre ;
- 2° deux représentants de l'Administration ;
- 3° un ou plusieurs experts en matière de marchés publics désignés par le Ministre ;
- 4° un ou plusieurs experts en matière d'énergie désignés par le Ministre.

§ 3. Le Comité de sélection évalue la demande de subvention selon les critères suivants :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment ;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés notamment leur coût eu égard aux prix moyens du marché ;
- 3° l'économie d'énergie, dans des conditions d'utilisation standardisées, notamment d'énergie primaire et la réduction des émissions de CO₂ attendues ;
- 4° l'évaluation du temps de retour comptable de l'investissement ;
- 5° la pertinence du choix des dispositifs proposés pour améliorer le renouvellement et la qualité de l'air eu égard aux différentes normes en vigueur relatives aux débits, au taux de ppm,....

§ 4. En fonction des résultats de son évaluation, le Comité de sélection classe, pour chacune des enveloppes visées à l'article 6, les demandes de subvention dans un ordre croissant selon l'analyse matricielle suivante :

- 1° le coût financier et énergétique de l'opération exprimé en euros investis par kWh épargné ;
- 2° le coût financier et climatique de l'opération exprimé en euros investis par tonne de CO₂ non émise.

En cas d'égalité, les critères complémentaires suivants déterminent le classement :

- 1° la priorité énergétique du projet envisagé dans le contexte du bâtiment ;
- 2° la pertinence du choix des techniques et dispositifs proposés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. En cas de fraude au présent arrêté, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel), le bénéficiaire ne peut pas solliciter de subvention au sens du présent arrêté.

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque, préalablement à la date d'introduction d'une demande de subvention dans le cadre du présent arrêté, une demande de subvention a, pour les mêmes travaux et pour le même bâtiment, été introduite dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel) et est en cours d'instruction sans avoir fait l'objet d'une décision d'octroi, cette demande de subvention devient sans objet si la demande introduite dans le cadre du présent arrêté fait l'objet d'une décision d'octroi.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable lorsque la demande de subvention introduite concerne des travaux présentant un caractère d'urgence au sens de l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Dans ce cas, la demande de subvention est soumise aux exigences du même arrêté.

§ 2. Lorsqu'une demande de subvention introduite uniquement dans le cadre du présent arrêté concerne des travaux présentant un caractère d'urgence au sens de l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), cette demande devient sans objet et est réputée introduite dans le cadre de ce dernier arrêté.

Dans ce cas, la demande de subvention est soumise aux exigences du même arrêté.

§ 3. Lorsqu'il est constaté que le demandeur n'a pas respecté les exigences des articles 5 et 7, 8°, les deux demandes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont refusées à titre définitif.

Art. 15. Sous réserve de l'application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 30 juin 2019, aucune demande relative à des travaux éligibles au sens du présent arrêté ne peut être introduite dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2027.

Art. 17. Le présent arrêté peut aussi être identifié par les termes " UREBA exceptionnel PWI ".

Art. 18. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Annexe 1

Note explicative relative aux calculs des économies d'énergie engendrées par les travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment

1. Objectif:

La note explicative a pour objectif de déterminer les caractéristiques techniques, en ce compris leur dimensionnement adéquat, énergétique et économique de l'investissement, de manière à évaluer l'efficacité du dispositif envisagé.

2. Exigences:

La note explicative contient notamment les éléments suivants:

1° la présentation des caractéristiques techniques de l'investissement visant à réduire les besoins énergétiques et complémentaiement, si nécessaire, les techniques permettant de répondre aux besoins énergétiques de manière plus efficiente et économique ainsi qu'au respect des normes de ventilation et de qualité de l'air ;

2° les hypothèses de travail ;

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour le calcul (selon les cas, coefficients de transmission thermique avant et après travaux et rendements de l'installation) ;

4° une évaluation de l'économie d'énergie (pouvant tenir compte du confort thermique) et de la réduction des émissions polluantes (CO₂, SO₂) ;

5° le bilan économique de l'investissement tenant compte des coûts de l'investissement et de la valorisation des économies d'énergie ;

6° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés, y compris la problématique du renouvellement et de la qualité de l'air ;

7° les normes et les codes de bonnes pratiques prises comme référence.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu obligatoire de la note. "

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux écoles pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel PWI).

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Annexe 2

Liste des travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment admis à la subvention

Peuvent être subventionnés dans le cadre du présent arrêté, dans la stricte mesure nécessaire à la mise en œuvre des améliorations énergétiques, et à l'exclusion des travaux dont le temps de retour comptable excède vingt ans pour les investissements relatifs aux systèmes et soixante ans pour les investissements relatifs à l'enveloppe, les travaux suivants :

1. L'isolation thermique des parois du bâtiment qui permet d'atteindre des coefficients globaux de transmission inférieurs ou égaux aux valeurs suivantes :

| Elément de construction | | U max [W/m ² K] |
|--|--|-------------------------------|
| Parois délimitant le volume protégé | | |
| | Toiture et plafonds | 0.2 |
| | Murs | 0.24 |
| | Planchers | 0.24 |
| | Porte et porte de garage | 2 |
| | Fenêtres : - Ensemble châssis et vitrage - Vitrage uniquement | 1.50 1.10 |
| | Murs - rideaux : - Ensemble châssis et vitrage - Vitrage uniquement | 2.00 1.10 |
| | Parois transparentes/translucides autres que le verre : - Ensemble châssis et partie transparente - Partie transparente uniquement (ex : coupole de toit en polycarbonate, ...) | 2.00 1.40 |
| | Brique de verre | 2.00 |
| Parois entre 2 volumes protégés situés sur des parcelles adjacentes (2) | | 1.00 |
| Parois opaques à l'intérieur du volume protégé ou adjacentes à un volume protégé sur la même parcelle (3) | | 1.00 |

(1) Pour les parois en contact avec le sol, la valeur U tient compte de la résistance thermique du sol et doit être calculé conformément aux spécifications fournies à l'annexe B1 de l'Arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

(2) À l'exception des portes et des fenêtres

(3) Parois opaques (à l'exception des portes et portes de garage) :

- a. entre unités d'habitations distinctes
- b. entre unités d'habitation et espaces communs (cage d'escaliers, hall d'entrée, couloirs,...)
- c. entre unités d'habitation et espaces à affectation non résidentielle
- d. Entre espaces à affectation industrielle et espaces à affectation non industrielle

En cas de remplacement de châssis ou portes, les exigences reprises à l'annexe C3 de le l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments doivent être respectées pour les amenées d'air dans les locaux.

2. L'installation de tout équipement dans le domaine de la ventilation selon les exigences de l'annexe C3 de l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments

En dérogation à l'annexe C3, la qualité d'air intérieur demandée sera au minimum de catégorie « INT 2 » au lieu de « INT 3 ».

La valeur exacte du débit de conception sera déterminée conformément à une étude faite afin de vérifier les prescriptions de l'AR du 25/03/2016.

La régulation de la qualité de l'air devra se faire grâce à un système de régulation de type IDA-C6.

En présence de systèmes de récupération de chaleur sur l'air extrait du bâtiment, la note explicative conforme à l'annexe 1, doit être complétée par le calcul du gain net en énergie primaire, sur base annuelle, dans les conditions de fonctionnement adaptées au bâtiment pour le système proposé; »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 relatif à l'octroi exceptionnel de subventions aux écoles pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA exceptionnel PWI).

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200666]

20. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an die Schulen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich PWI)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 7 und 8;

Aufgrund der am 27. April 2018 gegebenen Stellungnahme des Ressorts "Energie";

Aufgrund des am 22. Mai 2018 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektoren;

Aufgrund des am 24. Mai 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 22. Mai 2018;

Aufgrund des am 10. Dezember 2018 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.676/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2° Verwaltung: die Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° Antragsteller: die Schule im Sinne von Art. 1, Ziffer 4° des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, und genauer des Pflichtunterrichtswesens (Kindergarten, Primar- und Sekundarschule);

4° Energieeffizienz eines Gebäudes: die Energieeffizienz eines Gebäudes im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1° des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

5° Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die in Anhang 2 genannten Arbeiten, die die Verbesserung der Außenhaut, die Anlage und Verbesserung der Lüftungssysteme unter Berücksichtigung des Wärmekomforts im Winter und im Sommer und der Qualität der Innenluft, bezwecken, und die zur einer Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes führen;

6° Aktionsplan für nachhaltige Energie: im Rahmen des Bürgermeisterkonvents angenommener, durch den Bürgermeisterkonvent gebilligter oder im Verfahren der Billigung stehender Aktionsplan;

7° Aktionsplan für nachhaltige Energie und Klima: im Rahmen des Bürgermeisterkonvents angenommener, durch den Bürgermeisterkonvent gebilligter oder im Verfahren der Billigung stehender Aktionsplan.

KAPITEL II — *Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses*

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel, die in Anwendung von Artikel 5, § 9 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, bestimmt werden, kann der Minister für Gebäude, die am Datum der Einreichung des Zuschussantrags seit mindestens zwanzig Jahren gebaut sind, den Antragstellern einen Zuschuss für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes gewähren, unter Einhaltung folgender Bedingungen:

1° der Antragsteller, der den Zuschuss beantragt, ist Eigentümer der eingegliederten oder renovierten Bauteile und verfügt über ein dingliches Hauptrecht oder ein solches beschränktes dingliches Recht wie das Nutznießungs-, Erbpacht- oder Erbbaurecht mit einer Dauer von oder über neun Jahren an dem Gebäude;

2° zum Datum der Einreichung des Zuschussantrags ist das Gebäude für eine Unterrichtsaufgabe ausgewiesen;

3° der Zuschussantrag wird spätestens am 30. Juni 2019 eingereicht.

Die in Absatz 1, Ziffer 2° genannte Zweckbestimmung wird während mindestens drei Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, die den Gegenstand des Zuschusses bilden, aufrechterhalten.

§ 2. Nur die Arbeiten, für welche die Vorschriften für öffentliche Aufträge beachtet wurden, sind beihilfefähig.

Art. 3 - Bei der Veranschlagung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses werden die gesamten beihilfefähigen Kosten, einschließlich der MwSt., als Bezugswert genommen.

Unter beihilfefähigen Kosten für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes versteht man den Kauf und den Einbau von Baustoffen oder Einrichtungen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes.

Art. 4 - § 1. Der auf die Berechnungsgrundlage für den Betrag des Zuschusses anwendbare Satz beträgt:

a) 75 Prozent der beihilfefähigen Kosten;

b) 80 Prozent der beihilfefähigen Kosten, wenn der Antragsteller an einem Aktionsplan für nachhaltige Energie oder einem Aktionsplan für nachhaltige Energie und Klima teilnimmt.

Wenn die Investitionen Gegenstand anderer Subsidien der Gemeinschaften, der Region, der Provinzen oder der Gemeinden sind, wird der in Absatz 1 bestimmte Prozentsatz auf den Teil der Investitionen berechnet, der nicht durch diese anderen Subsidien gedeckt ist.

§ 2. Um auf den in § 1 erwähnten Zuschuss Anspruch haben zu können, muss sich der Betrag der beihilfefähigen Kosten im Antrag mindestens auf 10.000 Euro belaufen.

In Abweichung von Abs. 1 wird ein Antrag, der die Durchführung von gleichen Arbeiten an mehreren Gebäuden betrifft, angenommen, auch wenn der Betrag der beihilfefähigen Kosten pro Gebäude 10.000 Euro nicht erreicht, unter der Bedingung, dass der kumulierte Betrag der beihilfefähigen Kosten mindestens diesen Betrag erreicht, und dass diese Arbeiten Gegenstand eines einzigen Lastenheftes sind.

§ 3. Der Gesamtbetrag der in § 1 genannten Zuschüsse darf 500.000 Euro pro Antragsteller nicht überschreiten.

Art. 5 - Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Zuschüssen ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse 100 Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Art. 6 - Die verfügbaren Haushaltsmittel werden vorrangig den Gebäuden zugeteilt, die nach Klassifizierung auf der Grundlage des Kriteriums der eingesparten €/Kwh der größten Anzahl Arbeiten bedürfen.

KAPITEL III. — *Einreichung des Zuschussantrags*

Art. 7 - Die Akte zur Beantragung des Zuschusses umfasst:

- 1° das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- 2° das Lastenheft oder die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des einzubauenden Materials;
- 3° den ausführlichen Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des durch den Zuschuss betroffenen Materials;
- 4° eine Anleitung über die Einhaltung der in der Anlage 2 genannten energetischen Kriterien;
- 5° die Energieverbrauchsdaten für die letzten drei Jahre vor dem Zuschussantrag oder, wenn diese Daten nicht verfügbar sind, Daten über die Effizienz der Gebäudehülle, anhand deren ein theoretischer Energieverbrauch bestimmt werden kann;
- 6° eine Beschreibung der Art der Zweckbestimmung des Gebäudes und seiner Nutzung;
- 7° eine ausführliche Berechnung der Energieeinsparung, die sich aus den geplanten Arbeiten ergibt, in Übereinstimmung mit den Anforderungen von Anhang 1;
- 8° alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten, mit einer Ehrenerklärung des Antragstellers, dass er für die Durchführung der geplanten Arbeiten keine weiteren Prämien oder Zuschüsse als diejenigen, die in den übermittelten Dokumenten angeführt sind, erhalten oder beantragt hat oder beantragen wird.
- 9° eine auf den Ergebnissen einer Monitoring in der Betriebszeit beruhende Notiz zur Bestandsaufnahme der Lüftererneuerung und -qualität, sowie eine Rechtfertigung der einzuführenden Verbesserungslösungen.

Art. 8 - § 1. Innerhalb der zwei Monate, die auf den Eingang des Zuschussantrags folgen, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte als unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von einem Monat ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen. Die Frist von einem Monat wird während der Monate Juli und August unterbrochen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschickt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

§ 2. Der Beschluss zur Ablehnung oder Gewährung des Zuschusses wird dem Antragsteller binnen fünfundsiebzig Tagen, nachdem die Regierung die Liste der berücksichtigten Projekte gebilligt hat, zugestellt.

§ 3. Die Gewährung des Zuschusses setzt die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jedes Jahr während zehn Jahren anhand des von ihr zur Verfügung gestellten Formulars die energetischen Verbrauchsdaten des betreffenden Gebäudes mitzuteilen.

Die in Abs. 1 genannte Verpflichtung läuft ab dem Jahre der Auszahlung des Zuschusses.

Art. 9 - Die Zuschussanträge müssen vor der Bestellung und der Einleitung der Arbeiten eingereicht werden; diese Arbeiten finden so früh wie möglich nach der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses statt. Der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses kann von der Änderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte abhängig gemacht werden.

Art. 10 - § 1. Die bezuschussten Arbeiten werden binnen einer Frist von drei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses ausgeführt und abgenommen.

Diese Frist kann um ein Jahr verlängert werden, wenn der Zulassungsberechtigte spätestens drei Monate vor Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Frist einen diesbezüglichen schriftlichen und begründeten Antrag stellt.

§ 2. Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der in vorliegendem Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form festlegen.

KAPITEL IV. — *Antrag auf Auszahlung des Zuschusses*

Art. 11 - § 1. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses wird binnen zwölf Monaten nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten bei der Verwaltung eingereicht.

§ 2. Werden die in § 1 genannten Fristen nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und wird der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses hinfällig.

§ 3. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für Arbeiten umfasst:

- 1° den Beschluss zur Vergabe des Bauauftrags und die vergleichende Analyse der Angebote;

- 2° die Abschrift des Angebots des Auftragnehmers;
- 3° die verschiedenen Baufortschrittsberichte, die Endabrechnung und die entsprechenden Rechnungen;
- 4° das Protokoll der vorläufigen Abnahme der Arbeiten;
- 5° die Schuldforderungsanmeldung gegenüber der Wallonischen Region, in doppelter Ausfertigung, zwecks Auszahlung des Zuschusses.

§ 4. Innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Antrags zur Auszahlung des Zuschusses folgt, schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag auf Auszahlung unzulässig.

KAPITEL V - *Auswahlausschuss*

Art. 12 - § 1. Beim Minister wird ein Auswahlausschuss eingerichtet, der mit der technischen Untersuchung der Akten bezüglich der Zuschussanträge beauftragt wird.

§ 2. Der Auswahlausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Vertreter des Ministers;
- 2° zwei Vertreter der Verwaltung;
- 3° ein oder mehrere vom Minister bestimmte Sachverständige im Bereich öffentliche Aufträge;
- 4° ein oder mehrere Sachverständige im Bereich der Energie, welche vom Minister bestellt werden.

§ 3. Der Auswahlausschuss bewertet den Zuschussantrag auf der Grundlage folgender Kriterien:

- 1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;
- 2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen, u.a. ihr Preis angesichts der durchschnittlichen Marktpreise;
- 3° die Energieeinsparung unter standardisierten Nutzungsbedingungen, insbesondere die Einsparung von Primärenergie und die erwartete Verringerung der CO₂-Emissionen;
- 4° die Schätzung der buchhalterischen Payback-Dauer der Investition.
- 5° die Relevanz der vorgeschlagenen Vorrichtungen zur Verbesserung der Lufterneuerung und -qualität angesichts der verschiedenen geltenden Normen über die Volumenströme, die ppm-Sätze, usw.;

§ 4. Aufgrund der Ergebnisse seiner Bewertung stuft der Auswahlausschuss die Zuschussanträge für jede der in Artikel 6 § 2 genannten Gesamtzuweisungen in eine aufsteigende Rangordnung nach folgender Matrixanalyse ein:

- 1° die finanziellen und energetischen Kosten der Maßnahme in investierten Euro pro gespartes kWh;
- 2° die finanziellen und klimatischen Kosten der Maßnahme in investierten Euro pro nicht ausgestoßene Tonne CO₂.

Bei gleichen Werten wird die Einstufung aufgrund der folgenden Kriterien bestimmt:

- 1° der energetische Vorrangcharakter des Vorhabens im Kontext des Gebäudes;
- 2° die Relevanz der gewählten technischen Lösungen und vorgeschlagenen Vorrichtungen.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Bei Betrug gegen vorliegenden Erlass, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA), den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) kann der Anspruchsberechtigte keinen Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses beantragen.

Art. 14 - § 1. Wenn ein Zuschussantrag vor dem Datum der Einreichung eines Zuschussantrags im Rahmen vorliegenden Erlasses für dieselben Arbeiten und dasselbe Gebäude im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich) eingereicht wurde und zur Zeit noch untersucht wird, ohne bis jetzt Gegenstand eines Gewährungsbeschlusses zu sein, wird dieser Zuschussantrag gegenstandslos, wenn der im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereichte Antrag Gegenstand eines Gewährungsbeschlusses wird.

Abs. 1 ist nicht anwendbar, wenn der eingereichte Zuschussantrag Arbeiten betrifft, die dringend notwendig sind im Sinne von Artikel 9, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA). In diesem Fall unterliegt der Zuschussantrag den in diesem Erlass genannten Anforderungen.

§ 2. Wenn ein nur im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereichter Zuschussantrag Arbeiten betrifft, die dringend notwendig sind im Sinne von Artikel 9, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA), wird dieser Antrag gegenstandslos und wird davon ausgegangen, dass er im Rahmen dieses letzten Erlasses eingereicht wurde.

In diesem Fall unterliegt der Zuschussantrag den in diesem Erlass genannten Anforderungen.

§ 3. Wenn festgestellt wird, dass der Antragsteller die Anforderungen der Artikel 5 und 7, Ziffer 8° nicht beachtet hat, werden die beiden in § 1, Abs. 1 genannten Anträge endgültig abgelehnt.

Art. 15 - Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 14, § 1, Abs. 1 und § 2 darf zwischen dem Inkrafttredatum vorliegenden Erlasses und dem 30. Juni 2019 kein Antrag betreffend zulässige Arbeiten im Sinne vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) eingereicht werden.

Art. 16 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft und am 31. Dezember 2027 außer Kraft.

Art. 17 - Vorliegender Erlass kann auch mit dem Wortlaut « UREBA außerordentlich PWI » bezeichnet werden.

Art. 18 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Anhang 1

Anleitung über die Berechnung der Energieeinsparungen infolge der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz in Gebäuden

1. Ziel:

Die Anleitung hat zum Zweck, die technischen Eigenschaften, einschließlich der angemessenen Dimensionierung, sowie die energetischen und wirtschaftlichen Eigenschaften der Investition festzulegen, um die Leistungsfähigkeit der geplanten Vorrichtungen bewerten zu können.

2. Anforderungen:

Die Anleitung muss insbesondere folgende Elemente umfassen:

1° die Darstellung der technischen Eigenschaften der Investition, die darauf abzielt, den Energiebedarf zu verringern, und, wenn nötig, als Ergänzung, die technischen Lösungen, durch welche die Energiebedürfnissen effizienter und wirtschaftlicher erfüllt werden und die Normen der Belüftung und der Luftqualität eingehalten werden können;

2° die Arbeitshypothesen:

3° die Berechnungen zur technischen Dimensionierung der Investition und die bei diesen Berechnungen benutzten Bezugsgrößen (je nach Fall Wärmeleitkoeffizienten vor und nach den Arbeiten und Leistungen der Anlage);

4° eine Bewertung der Energieeinsparung (ggf. unter Berücksichtigung des Wärmekomforts) und der Verringerung der Schadstoffemissionen (CO₂, SO₂);

5° die wirtschaftliche Bilanz der Investition unter Berücksichtigung der Investitionskosten und der Verwertung der Energieeinsparungen;

6° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen, einschließlich der Problematik der Lufterneuerung und -qualität;

7° die Normen und Merkblätter, auf die Bezug genommen wird.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt der Anleitung zu ergänzen."

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2018 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an die Schulen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich PWI) beigefügt zu werden

Namur, den 20. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Anhang 2

Liste der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, für das Zuschüsse zugesagt worden sind

Im Rahmen des vorliegenden Erlasses können die folgenden Arbeiten bezuschusst werden, soweit sie ausschließlich für die Umsetzung von energetischen Verbesserungen notwendig sind, mit Ausnahme der Arbeiten, deren buchhalterische Payback-Dauer zwanzig Jahre für Investitionen betreffend die Systeme und sechzig Jahre für Investitionen betreffend die Außenhaut überschreitet:

1. Die Wärmedämmung der Wände des Gebäudes, die es möglich macht, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten zu erzielen, die folgende Werte nicht überschreiten

| Bauelement | U _{max} [W/m ² K] |
|--|--|
| Wände, die das innere Raumvolumen abgrenzen | |
| Dächer und Decken | 0.2 |
| Mauern | 0.24 |
| Fußböden | 0.24 |
| Türen und Garagentoren | 2 |
| Fenster: - Fenster (Rahmen und Glas) - Nur Glas | 1.50 1.10 |
| Vorgehängte (Metall)fassaden: - Fenster (Rahmen und Glas) - Nur Glas | 2.00 1.10 |
| Transparente/lichtdurchlässige Wände (mit Ausnahme von Glas): - Fenster (Rahmen und transparenter Teil) - transparenter Teil ausschließlich (zum Beispiel: Dachkuppel aus Polykarbonat, usw.) | 2.00 1.40 |
| Glasstein | 2.00 |
| Wände zwischen 2 geschützten Volumena, die sich auf angrenzenden Grundstücken befinden (2) | 1.00 |
| Lichtdichte Wände in einem geschützten Volumen oder an ein geschütztes Volumen auf demselben Grundstück angrenzend (3) | 1.00 |

(1) Für die Wände, die den Boden berühren, berücksichtigt der U-Wert den Wärmewiderstand des Bodens und muss gemäß den in Anhang B1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden gegebenen Spezifizierungen berechnet werden.

(2) Mit Ausnahme der Türen und Fenster

(3) Opake Wände (mit Ausnahme der Türen und Garagentoren):

- a. zwischen verschiedenen Wohneinheiten
- b. zwischen Wohneinheiten und Gemeinschaftsräumen (Treppenhaus, Eingangshalle, Gänge,...)
- c. zwischen Wohneinheiten und Räumen, die nicht für Wohnzwecke benutzt werden
- d. zwischen gewerblich genutzten Räumen und nicht gewerblich genutzten Räumen

Wenn Rahmen oder Türen ersetzt werden, müssen die in Anhang C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden aufgeführten Anforderungen für die Luftzuführungen in die Räumlichkeiten eingehalten werden

2. Die Anlage jeglicher Ausrüstung im Bereich der Belüftung nach den Anforderungen von Anhang C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden

In Abweichung von Anhang C3 muss die erforderliche innere Luftqualität mindestens der Kategorie "INT 2" anstelle von "INT 3" entsprechen.

Der genaue Wert der Durchflussrate wird gemäß einer zur Überprüfung der Bestimmungen des KE vom 25.03.2016 geführten Studie bestimmt.

Die Luftqualitätsregelung muss anhand eines Regelungssystems des Typs IDA-C6 erfolgen.

Bei Vorhandensein von Anlagen zur Wärmerückgewinnung aus der Abluft des Gebäudes muss die dem Anhang 1 entsprechende Anleitung durch die Berechnung der Nettoeinsparung an Primärenergie auf jährlicher Basis im Rahmen der dem Gebäude für das vorgeschlagene System angepassten Betriebsbedingungen ergänzt werden;"

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2018 über die außerordentliche Gewährung von Zuschüssen an die Schulen für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA außerordentlich PWI) beigefügt zu werden

Namur, den 20. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE